

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Étendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

AVENANT N° 140 DU 4 AVRIL 2017

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE MIS EN PLACE PAR L'AVENANT N° 105
DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005 MODIFIÉ PAR L'AVENANT N° 112 DU 12 MARS 2009,
L'AVENANT N° 125 DU 12 AVRIL 2012, L'AVENANT N° 133 DU 15 JANVIER 2015
ET L'AVENANT N° 135 DU 21 OCTOBRE 2015

NOR : AGRS1797224M

IDCC : 9712

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Saône-et-Loire

D'une part, et

Union départementale des syndicats CFDT de Saône-et-Loire

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de modifier le régime de prévoyance mis en place par l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005 à la convention collective des exploitations agricoles de Saône-et-Loire du 1^{er} janvier 1977 (IDCC n° 9712), modifié par les avenants n° 112 du 12 mars 2009, n° 125 du 12 avril 2012, n° 133 du 15 janvier 2015 et n° 135 du 21 octobre 2015.

Article 1^{er}

*Modification des taux de cotisations du régime de prévoyance
et de la répartition de la cotisation*

L'article 3 de l'avenant n° 112 du 12 mars 2009, est désormais rédigé comme suit :

3.1. Taux de cotisation

La cotisation globale (taux contractuel) destinée au financement du régime est fixée à 1,40 % de la masse salariale brute totale.

Ce taux sera temporairement à compter de la date d'effet du présent avenant, et jusqu'au 31 décembre 2018, appelé à hauteur de 1,20 % de la masse salariale brute totale.

À l'issue de ce délai, en fonction des résultats enregistrés par le régime, le taux d'appel pourra être reconduit ou modifié.

La masse salariale brute totale est prise en compte dans la limite de 4 plafonds mensuels de la sécurité sociale.

3.2. Répartition de la cotisation

La cotisation globale est répartie de la façon suivante, sachant que la garantie « Maintien de salaire » est financée à 100 % par l'employeur et la garantie « Incapacité temporaire de travail » est financée à 100 % par le salarié.

Répartition du taux contractuel :

Le taux global du régime financé à 1,40 % de la masse salariale brute totale est ventilé selon la répartition suivante :

(En pourcentage.)

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉE	TOTAL
Décès	0,12	0,13	0,25
Maintien de salaire, y compris CSP à 40 %	0,61	–	0,61
Incapacité	–	0,29	0,29
Invalidité	0,12	0,13	0,25
Total	0,85	0,55	1,40

Répartition du taux d'appel :

Le taux d'appel du régime est fixé à 1,20 % de la masse salariale brute totale, selon la répartition suivante :

GARANTIE	PART EMPLOYEUR	PART SALARIÉE	TOTAL
Décès	0,10	0,11	0,21
Maintien de salaire y compris CSP à 40 %	0,53	–	0,53
Incapacité	–	0,25	0,25
Invalidité	0,10	0,11	0,21
Total	0,73	0,47	1,20

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à la date du 1^{er} avril 2017.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en cinq exemplaires auprès des services de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté, plus un en version numérique.

Fait à Mâcon, le 4 avril 2017.

(Suivent les signatures.)